

«La charge mentale du climat ne doit pas reposer que sur les jeunes», selon Valérie Masson-Delmotte

Valérie Masson-Delmotte, coprésidente d'un groupe du Giec, diplômée de Centrale, est interrogée sur le climat par deux étudiants de son ancienne école.

Propos recueillis par Anne-Sophie Bellaïche, Clément le Foll et les étudiants de Centrale Supélec

14 Novembre 2022 \ 08h00
7 min. de lecture



© photo Pascal Guittet

L'Usine Nouvelle - Vous avez étudié la physique des fluides à l'École centrale. Quels souvenirs en gardez-vous ?

Valérie Masson-Delmotte - Mon frère a eu un cancer à cette période, donc ça n'a pas été une période de fête et d'émancipation. Je me suis dit : la vie est courte, je vais infléchir mon projet professionnel vers ce qui me tient à cœur. J'ai adoré les cours de mécanique des fluides et j'ai mis de côté pas mal de cours non obligatoires pour aller à Jussieu écouter des cours en physique de l'atmosphère.

Kyle Allia - C'est à cette époque que vous vous êtes passionnée pour les sciences du climat ?

En fait, dès la Seconde. J'étais tombée sur un magazine de vulgarisation scientifique qui parlait des avancées en sciences du climat. Durant ma jeunesse, j'ai toujours rêvé en regardant les nuages lorsque je partais en camping avec mes parents dans les Vosges ou en Bretagne. En parallèle, le progrès des méthodes d'observation de la Terre depuis l'espace, l'étude des calottes des glaces et la modélisation du climat ont vraiment explosé dans les années 1980. Je me suis alors dit que j'aimerais travailler sur ces thématiques.

L'Usine Nouvelle Le climat était-il déjà perçu comme menacé ?

Oui ! Le premier rapport de l'influence humaine sur le climat a été publié en 1979 par l'Académie des sciences américaine. Le premier du Giec, dont je ne connaissais pas l'existence, est sorti lorsque j'étais en prépa. Le deuxième en 1995, lorsque j'étais en thèse. Je m'en suis servi pour construire mes connaissances en sciences du climat. Depuis, le constat de l'influence humaine sur le climat n'a fait que s'affiner.

K. A - Vous êtes aujourd'hui coprésidente du groupe numéro 1 du Giec. Selon vous, quels sont les trois grands enseignements du dernier rapport ?

Difficile de n'en ressortir que trois. Mais déjà, l'influence humaine sur le réchauffement du climat est un fait établi. L'intégralité du 1,1 degré de réchauffement est une conséquence des activités humaines. Ensuite, le réchauffement exacerbe les phénomènes extrêmes : pluies torrentielles, canicules, sécheresses. Et ces épisodes vont s'intensifier. Nous atteindrons 1,5 degré de réchauffement d'ici à vingt ans, même en prenant les trajectoires de forte baisse d'émissions de gaz à effet de serre, que les politiques actuelles ne suivent pas. Sans sursaut, on pourrait atteindre 2 degrés en 2050 et 3 °C en 2100...

Pour résumer, le climat que l'on va connaître à l'avenir, et les risques associés, dépendent de ce que l'on va faire maintenant en termes d'adaptation et d'atténuation. Les faits montrent que c'est le moment d'agir pour le climat, car nous avons les solutions. L'enjeu, c'est de les déployer beaucoup plus rapidement.

Eileen Gho - La mobilisation des opinions publiques est forte en Europe sur le climat. Qu'en est-il chez les plus gros émetteurs de carbone, les États-Unis et la Chine ?

Leur fonctionnement est évidemment différent, mais la Chine a une volonté de se positionner comme un acteur industriel de tous les leviers d'action des transitions : énergies renouvelables, logements performants, aménagement des villes. Ils mettent l'accent sur différents types de mobilités, comme les transports en commun ou les véhicules électriques. Ils expérimentent des techniques d'agro-écologie et viennent de lancer une politique publique pour manger moins de protéines animales.

J'ai plus d'inquiétude concernant l'Inde, dont le gouvernement n'est pas très volontariste. C'est un immense pays avec une industrialisation rapide en ayant beaucoup recours au charbon. Dans les négociations liées au rapport du Giec et dans les COP récentes, c'est le pays qui s'exprime le plus, à juste titre, pour évoquer les enjeux d'équité. En effet, 50 % des plus pauvres de la population mondiale émettent 15 % des émissions mondiales, alors que les 10 % les plus aisés, en Europe et ailleurs, pèsent 40 % Dernier point de vigilance, la difficulté des États-Unis, qui a pourtant énormément de leviers d'action en termes d'investissements, à porter des politiques climatiques fédérales ambitieuses.

K. A. - Je suis sensibilisé par les enjeux climatiques, mais je ne m'informe pas assez pour en parler avec assurance. Que me conseillez-vous de dire face à un climatosceptique ?

Je préfère le terme de déni que de scepticisme car, en tant que scientifique, je revendique d'être sceptique. Pour leur répondre, il faut acquérir des compétences scientifiques solides. Il faut réussir à lire leurs discours parfois assez insidieux, qui ne répondent pas frontalement aux éléments factuels, mais s'appuient sur des alibis justifiant l'inaction, comme faire croire qu'il serait antisocial d'agir pour le climat. Alors que dans les faits, le climat exacerbe déjà les inégalités.

E. G. - Aujourd'hui, sentez-vous qu'un ingénieur a conscience que son travail a un impact sur notre environnement ?

De plus en plus. J'ai vu des inflexions prononcées au cours des dernières années dans la construction des cursus, mais aussi dans le retour d'expérience d'ingénieurs qui occupent des postes qui sont en plein dans ces enjeux : l'eau, l'énergie, le bâtiment, l'agroalimentaire ou la gestion des forêts. Parmi les compétences de l'ingénieur au XXI^e siècle, il y a la capacité à accompagner des mutations profondes pour construire un développement résilient et plus inclusif. Je porte un regard attentif sur la nécessité d'intégrer dans leurs cursus des formations sur les enjeux sociaux, qui sont critiques.

E. G. - Pensez-vous, comme l'ont dit certains étudiants d'AgroParisTech lors de leur remise des diplômes, que les métiers proposés aux ingénieurs font davantage partie des problèmes que des solutions ?

Ce qui m'a heurté c'est leur terme de « désertier ». Nous avons besoin de gens qui ont des compétences et des leviers d'action pour changer les choses de l'intérieur, pas simplement pour construire d'autres petites sociétés différentes. Même si faire revenir des gens formés en agronomie ou en technique de l'ingénieur sur des territoires plus ruraux, c'est un merveilleux

moyen de créer de nouvelles dynamiques et des compétences. Dans le discours de ces étudiants, j'ai pris de plein fouet leur propos sur le Giec : « On voit leurs rapports, mais l'action est très lente, peine à changer d'échelle. » Cela m'a touché. Je m'interroge sur la manière d'aller plus vite, de créer des ruptures... Toute cette partie de la jeunesse qui s'engage, dans le quotidien de leurs métiers, on ne la donne pas assez à voir. Quand on parle des jeunes et du climat, on montre Greta Thunberg ou des mouvements de désobéissance civile... Ce n'est qu'une infime partie d'une lame de fond.



K. A. - Récemment, des étudiants et des diplômés de Polytechnique se sont mobilisés contre l'implantation d'un centre de R & D TotalEnergies sur leur campus. Pensez-vous que des entreprises comme TotalEnergies ou LVMH font du greenwashing ?

Ce qui compte, c'est d'identifier si elles ont une stratégie claire pour tracer et faire diminuer efficacement leurs émissions de gaz à effets de serre. Il faut cerner leurs ambitions à l'horizon 2030. Est-ce cohérent avec la limitation du réchauffement à moins de 2 degrés, voire 1,5 ? Est-ce que la réorientation de leurs investissements va dans ce sens ? Si je me fonde sur un document transmis aux investisseurs, les investissements de Total vont majoritairement dans l'exploration et l'exploitation d'énergies fossiles, même si cela augmente aussi pour le renouvelable. Dans une récente interview de leur PDG, j'ai noté une inflexion majeure. Alors qu'au cours des années précédentes, il s'appuyait sur les trajectoires de développement soutenable de l'Agence internationale à l'énergie (AIE), donc une ambition plutôt forte, il évoque désormais une neutralité carbone à l'horizon 2070, sous 2 degrés, mais pas tellement plus. Je traduis cela comme une baisse de l'ambition à agir.

E. G. - Pensez-vous, comme la Première ministre Élisabeth Borne, qu'il est possible de revendiquer une "radicalité écologique" sans décroissance ?

Avoir le PIB comme seul indicateur de l'économie est réducteur. Il ne mesure pas ce qui permet de vivre correctement comme la santé ou la redistribution. Aux États-Unis, le PIB augmente, mais l'espérance de vie baisse. Se focaliser sur la croissance à court terme n'est pas satisfaisant. Il faut plusieurs indicateurs. Au-delà, dans tous les scénarios explorés par le Giec, y compris ceux qui poussent loin le curseur sur la sobriété, il y a de la croissance. Le besoin de développement est là en termes d'infrastructures, d'accès à des services de base, comme l'eau, les énergies, la santé ou l'éducation, notamment dans les pays en développement. La question n'est pas croissance ou pas croissance, mais comment mener une action climatique qui permette de maximiser les co-

bénéfices. Le terme de radicalité me parle, car il s'agit vraiment d'une transformation structurelle de la société, y compris sur des modes de vie sobres en carbone.

E. G. - Quand je pense aux sujets de climat, d'eau et de biodiversité cela me déprime. Comment vivez-vous sereinement en étant pleinement consciente de la future crise climatique ?

Si on met d'un côté les enjeux et de l'autre les leviers d'action, cela permet d'atténuer le sentiment d'impuissance, le tourbillon d'émotions et le deuil d'un mode de vie insouciant. L'autre point, c'est de ne pas être seul : je fais partie d'une communauté scientifique qui produit des connaissances, mais aussi qui construit une transformation de pratiques (le collectif Labos1point5). Il faut surmonter le déni mais ne pas se surcharger mentalement, partager, arriver à mettre à distance. Votre question, on pourrait la poser à des médecins face à une pandémie. On ne la leur pose pas, on attend d'eux qu'ils soignent, qu'ils trouvent des solutions. C'est vrai qu'on est dans une situation qui pèse sur la santé mentale de tous avec le sentiment de perte de certains paysages de montagnes, forêts ou littoraux, des incendies, des inondations. Il faut arriver à en parler. Agir pour le climat dans un cadre collectif, c'est, dans le fond, aussi une politique de santé publique. Mais la charge mentale ne doit pas être portée que par les jeunes, il faut embarquer ceux qui ont des leviers d'action, vos parents, vos grands-parents, les dirigeants...

Son parcours

1971 - Naissance à Nancy (Meurthe-et-Moselle)

1993-1996 - Diplômée de l'École Centrale. Soutient une thèse de doctorat en physique des fluides et des transferts

Depuis 2008 - Directrice de recherche au CEA, au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement

2015 - Coprésidente le groupe numéro 1 du Giec

Aujourd'hui - Membre du Haut Conseil pour le climat

À la rentrée 2022 - Présente à tous les ministres les enjeux du climat lors du séminaire gouvernemental

- Consultée lors du Conseil de défense présidé par Emmanuel Macron recentré sur les questions énergétiques.